



**PREFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service des Procédures Environnementales**

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
fixant des prescriptions complémentaires à la société ANETT UN pour
l'augmentation de la capacité de traitement de laverie de linge et l'ajustement de
la périodicité des contrôles des rejets atmosphériques de la chaudière
sur la commune de ST MEDARD D'EYRANS**

Le Préfet de Gironde

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'arrêté ministériel 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 octobre 2003 délivré à la société ANETT pour l'exploitation d'une laverie industrielle sur le territoire de la commune de Saint-Médard-d'Eyrans,

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires du 04 juillet 2005, du 03 décembre 2008, du 26 juin 2018 et du 27 janvier 2023 ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par ANETT UN le 27 juin 2024 concernant la demande de changement de fréquence de contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière et le dossier joint ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par ANETT UN le 8 juillet 2025 concernant la demande d'augmentation de la capacité de lavage du linge du site de Saint-Médard-d'Eyrans ;

VU le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 10 mars 2026 ;

VU le courriel transmis à l'exploitant le 11 mars 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU les observations de l'exploitant formulées par mél en date du 19 mars 2026

VU le complément au rapport de l'inspection du 10 mars 2026, suite aux observations de l'exploitant en date du 3 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que la société ANETT UN a porté à connaissance un projet de modifications relatif à une augmentation de capacité de traitement de linge de 4,9 t/j portant la capacité totale à 24,9 t/j, ainsi qu'à un ajustement des prescriptions applicables (surveillance des rejets atmosphériques) ;

CONSIDÉRANT que la capacité de lavage du linge portée à 24,9 t/j reste sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2340 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel 14 janvier 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a mis en place des actions afin de réduire la consommation d'eau du site depuis 2022 ;

CONSIDÉRANT que malgré l'augmentation de la capacité de lavage du linge la consommation en eau restera inférieure à celle de 2022 ;

CONSIDÉRANT que la chaudière fonctionnant au GPL d'une puissance thermique de 3,5 MW relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910-A ;

CONSIDÉRANT que l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé fixe une mesure périodique tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW, remplaçant l'article 171.2 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2003 ;

CONSIDÉRANT que les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées doivent faire l'objet d'une auto surveillance régulière et que la fréquence annuelle proposée pour ces analyses est adaptée aux enjeux ;

CONSIDÉRANT que, selon les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées susvisé, ces modifications ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que par réponse à la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire, l'exploitant a porté à connaissance le retrait de la cuve de GPL et la modification du changement de combustible pour alimenter la chaudière avec le passage au gaz naturel ;

CONSIDÉRANT que la suppression de la cuve de GPL constitue une cessation de l'activité classée au titre de la rubrique 4718 et qu'il y a lieu de mettre en œuvre les dispositions applicables fixées notamment à l'article R.512-66-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, selon les conclusions du complément au rapport de l'inspection des installations classées susvisé, la modification du changement de combustible pour alimenter la chaudière n'est pas substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que la mise à jour de certaines prescriptions applicables au site est nécessaire pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1 — BÉNÉFICIAIRE ET GÉNÉRALITÉS

La société ANETT UN, dont le n° SIRET est 379 753 684 00057 dont le siège social est situé au 2 rue de la Mairie, Sainte-Radegonde, autorisée à exploiter une installation de laverie de linge sur le territoire de la commune de Saint-Médard d'Eyrans à l'adresse suivante 5 rue des Bolets – ZI de la

Prade, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation initiale, et aux modifications portées à connaissance déposées à date, y compris celles du 27 juin 2024 et 8 juillet 2025 susvisées. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

ARTICLE 2 — LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'article 1.2 de l'arrêté du 27 janvier 2023 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2340	Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 1. La capacité de lavage de linge étant supérieure à 5 t/j	24,9 t/j	E
2910-A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, [...] 2. Si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1 chaudière alimentée au gaz naturel de 3,5 MW	DC

E (Enregistrement), D[C] (Déclaration [avec contrôle périodique]) »

Suite à la suppression de la cuve de GPL soumise à déclaration au titre de la rubrique 4718,2, l'exploitant applique les prescriptions fixées à l'article R. 512-66-1 et suivants du code de l'environnement, notamment en transmettant une attestation de mise en sécurité (ATTES SECUR).

ARTICLE 3 — LISTE DU CLASSEMENT IOTA

Liste des installations qui relèvent des rubriques de la nomenclature eau :

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Le site exploite 1 forage de prélèvement d'eaux souterraines afin d'alimenter son procédé de lavage du linge.	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le	60 000 m ³ maximum	D

	volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an		
2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	La surface du terrain est de 11 706 m ² (1,17 ha) dont environ 4 500 m ² environ de bâti. Le terrain est globalement plat. Les eaux pluviales sont dirigées vers l'exutoire pluvial interne au parc d'activités, se déversant dans la rivière « Le Saucats ».	D

Cet article remplace et complète l'article 31 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2003.

ARTICLE 4 — DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'article 1.1.1 de l'arrêté du 15 octobre 2003 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'activité de la société est l'entretien de linges et de vêtements professionnels en vue de leur location.

Le site comporte, notamment, les installations suivantes :

- deux tunnels de lavage ;
- Une station de distribution de carburant comprenant un réservoir aérien de gas-oil de capacité de 60m³ équipé d'une cuvette de rétention étanche, une aire de distribution de 20 m² équipée d'un débourbeur-séparateur d'hydrocarbure

La vapeur est générée par une chaudière d'une puissance de 3 500 W assurant un débit vapeur de 5 t/h.

Les eaux de process sont fournies par un forage de 45 m de profondeur.

Les effluents sanitaires et les effluents de process sont canalisés dans un réseau spécifique connecté à la station d'épuration de l'entreprise dont l'exutoire est le ruisseau « Le Saucats ».

Les eaux pluviales sont dirigées vers l'exutoire pluvial interne au parc d'activités, se déversant dans le ruisseau précité.

ARTICLE 5 — DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'article 1.1.2 de l'arrêté du 15 octobre 2003 est abrogé.

ARTICLE 6 — PRÉLÈVEMENT D'EAU

Les articles 2.2 et 34 de l'annexe de l'arrêté du 15 octobre 2003 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« - Réseau public d'adduction

- pour les usages sanitaires

- pour la protection incendie
- pour les besoins en eau de procédé (lorsque le forage est hors pression).

- Forage particulier (in situ) dans la nappe de l'oligocène

- pour les besoins en eau de procédé
- caractéristiques :
 - Profondeur du captage : 45 m
 - Débit instantané de pointe : 40 m³/h maximum
 - Débit journalier moyen : 300 m³/j maximum
 - Volume annuel prélevé : 60 000 m³ maximum

Ce forage est réglementé par l'Arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux forages, etc. »

ARTICLE 7 — PÉRIODICITÉ DE L'AUTOSURVEILLANCE - AIR

L'article 171.2 de l'arrêté du 15 octobre 2003 est abrogé et la périodicité de l'autosurveillance des rejets atmosphériques de la chaudière est fixée par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

ARTICLE 8 — FRÉQUENCE ET MODALITÉS DE L'AUTO SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES REJETS EN EAUX PLUVIALES

L'exploitant inclus dans son programme de surveillance des rejets de ses installations des analyses *minima* annuelles des eaux pluviales.

ARTICLE 9 — RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Dans le cas où une réglementation nationale applicable réglemente les activités du site, elle remplace les prescriptions de l'arrêté préfectoral du site. Sont notamment applicables :

- Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
- Arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées.
- Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

ARTICLE 10 — RÉCOLEMENT DES INSTALLATIONS

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un positionnement de ses installations au regard des dispositions de l'arrêté du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

ARTICLE 11 — PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Gironde pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 12 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cette décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet "www.telerecours.fr".

ARTICLE 13 — INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 14 — EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société Anett Un.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Médard d'Eyrans,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le 5 9 AVR. 2026

Le préfet